

PREFET DE VAUCLUSE

Direction régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
de Provence-Alpes-Côte d'Azur

Avignon, le 28 septembre 2015

**Adresse postale**

Services de l'Etat en Vaucluse  
DREAL PACA  
Unité Territoriale de Vaucluse  
84905 AVIGNON cedex 09

**Adresse physique**

DREAL PACA  
Unité Territoriale de Vaucluse  
Cité Administrative – Bâtiment 1  
Cours Jean Jaurès  
84000 AVIGNON  
(Entrée : Avenue du 7e Génie)

**Affaire suivie par : Subdivision 2**

**Tél. :** 04.88.17.89.33 – **Fax :** 04.88.17.89.48

**N° S3IC :** 064.464 /P3

**Réf. :** D-0224-2015-UT84-Sub2

**Objet :** Installations classées pour la protection de l'environnement.  
Société AZUR DISTILLATION à PERTUIS

**Ref. :** Votre transmission du 25 juin 2014

**P.J. :** Courrier de la DREAL à l'exploitant du 28 septembre 2015

**RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES  
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

**1 - PRÉSENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT**

La société AZUR DISTILLATION, dont le siège social est situé 387, Route de cavaillon, à COUSTELLET MAUBEC (84220), exploitait un établissement de fabrication de produits viticoles, implanté sur le territoire de la commune de PERTUIS (84120).



**Plan de situation - Carte Michelin**

Les activités de la société AZUR DISTILLATION sont régulièrement autorisées par l'arrêté préfectoral du 17 avril 1981.

Une visite d'inspection du 30 septembre 2010 avait permis de constater qu'une majeure partie des activités classées du site avait cessé depuis mai 2000 et que seule perdurait une activité de stockage et de transit de marc ne relevant plus de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

Par courrier du 1<sup>er</sup> octobre 2010, l'Inspection avait donc porté à l'attention de l'exploitant ce constat en lui demandant de déposer un dossier de cessation d'activité.

Par courrier en date du 13 novembre 2010, l'exploitant s'était engagé à transmettre un dossier pour la fin du premier trimestre 2011. Malgré cet engagement, aucun document n'a été transmis au service de la Préfecture ou à l'inspection des installations classées.

C'est pourquoi le 19 novembre 2012, l'arrêté préfectoral n°2012324-0007, mettant en demeure la société de respecter les prescriptions de l'article R. 512-39-1 et suivants du code de l'environnement, a été signé par Monsieur le préfet.

L'exploitant n'ayant toujours pas déposé de dossier malgré l'arrêté de mise en demeure, le 30 avril 2013, l'arrêté préfectoral n° 2013120-0008, portant consignation d'une somme de 20 000 € à son encontre pour le dépôt de ce dossier, a été signé par Monsieur le Préfet.

## **2 - RÉCLAMATION**

Par courrier du 4 juin 2014, l'exploitant conteste l'arrêté préfectoral de consignation d'une somme de 20 000 € répondant du montant pour respecter les dispositions des articles R. 512-39-1 et suivants du code de l'environnement et il joint trois dossiers relatifs à la cessation d'activité du site de Pertuis.

Bien que ces dossiers appellent de notre part encore beaucoup de remarques (cf copie du courrier envoyé à l'exploitant joint), et bien que le courrier de la société AZUR DISTILLATION indique que des documents complémentaires devaient nous être envoyés alors que nous n'avons rien reçu, les dossiers montrent que le démantèlement des installations et la dépollution du site sont engagés.

### **3 - PROPOSITION DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES**

Considérant ce qui précède, nous proposons à Monsieur le préfet de Vaucluse de demander aux services fiscaux de ne pas poursuivre le recouvrement de la créance.

Nous adressons le présent rapport à Monsieur le Préfet de Vaucluse - Direction Départementale de la Protection des Populations (DDPP).

L'inspecteur de l'environnement,